

Des mafieux qui font la manche ?

Ulrike GLADIK
Réalisatrice
par akbettlerinnen

Résumé

Ulli Gladik décrit la situation de Roms bulgares qui viennent mendier en Autriche pour assurer leur survie. Dans de nombreuses villes autrichiennes, la mendicité est prohibée et les rumeurs à propos d'une mafia des mendiants sont nombreuses, sans que l'existence de cette mafia ait pu être prouvée. L'article suivant a été publié dans le journal autrichien « MO », vendu par dans la rue par des gens qui n'ont pas de permis de travail en Autriche. Ulli Gladik a également réalisé un film documentaire (« Natasha ») sur le même sujet.

Abstract

Ulli Gladik describes the situation of Bulgarian Romani people coming to Austria, trying to survive by begging. In several Austrian cities begging is prohibited and rumours about the « begging mafia » abound. Ulli Gladik's investigations point out the miserable situation of Romani beggars, but the existence of a beggar mafia cannot be proven. This article was published in the Austrian journal « MO », which is sold by people on the street who are not allowed to work in Austria. Ulli Gladik also realized a documentary film (« Natasha ») about the same topics.

Mots-clés

Mendicité - Roms - Autriche

Keywords

Begging - Romani people - Austria

Celui qui vient en Autriche pour faire la manche ne possède quasiment plus rien *dans son pays*. La réalisatrice Ulrike Gladik a accompagné des mendiant-e-s en Bulgarie et en Slovaquie. Ses propos permettent de redéfinir la notion de précarité. (paru dans MO Magazin für Menschenrechte le 17 septembre 2011)



Baraquement à la périphérie de Sofia. Beaucoup d'Européen-ne-s de l'Est font la manche chez nous parce qu'ils savent que perdre leur logement serait le début d'une déchéance dont leur famille ne pourrait pas sortir avant plusieurs générations.

C'était en hiver 2001. A l'époque, j'étais étudiante à l'académie des beaux-arts de Sofia dans le cadre d'un échange. Lors d'une balade, j'ai découvert derrière les HLM en béton de Druzhba de petites cahutes ressemblant à des tentes. Des enfants aux cheveux pleins de poux tiraient une charrette chargée de bouteilles d'eaux. « Oui, on habite là », ont-ils confirmé et m'ont invitée à les suivre. Une femme m'a montré sa cabane en tôle aluminium et en carton. Devant l'entrée, il y avait de vieilles couvertures en guise de porte. Un feu était allumé dans un petit tonneau métallique, avec une casserole dessus : « Ce sont des lentilles, des lentilles trouvées dans les ordures », m'a expliqué une femme nommée Slavka. Elle a sept enfants, et quand ils n'ont plus rien à manger, elle va se prostituer sur la départementale, pour 5 leva. Un petit garçon portait un chat, par la patte, puis par la queue, enfin par la nuque. Un homme est arrivé et a mis de la colle dans des sacs en plastique pour la sniffer. « Ça réchauffe », m'a-t-il expliqué. A chaque instant, quelqu'un me tirait par le bras, par ma veste, par la main. Les enfants se pressaient autour de moi et riaient. Puis, quelqu'un m'a tendu un gobelet en plastique plein de schnaps. Je l'ai pris avec gratitude. Je me sentais plutôt mal à l'aise avec ma veste doublée de duvet, mes bottes rembourrées, ma vie bourgeoise entre ces gens à peine vêtus et ces enfants qui tremblaient de froid et de faim.



Un peu de chaleur. Un feu de pneus à la périphérie de Sofia.

Plus loin dans la neige : des flaques de plastique noires et des fils de fer. Sur le feu, un récipient en fer blanc avec de l'eau. « Nous faisons chauffer l'eau pour le bain des enfants », m'a raconté une femme. Nous étions rassemblés autour du feu. Tous respiraient la puanteur des pneus qui se consumaient lentement. Je leur ai demandé s'ils ne savaient pas que c'était toxique. Ils ont tous ri. Bien sûr qu'ils le savent, « mais sans bois, qui a envie de geler ? » Ils m'ont dit qu'avant, ils habitaient dans un immeuble, on leur a coupé le chauffage et l'électricité et on les a mis à la rue parce qu'ils ne pouvaient plus payer le loyer. Depuis, ils vivent un jour ici, un jour ailleurs, m'ont-ils dit. Pas de travail, pas d'argent, pas de maison et les enfants ne sont plus acceptés dans aucune école avec leur adresse actuelle.

Mariahilferstraße

A Vienne, j'ai rencontré Kirtsho Enev¹. Il venait de l'un des quartiers de Sofia où je m'étais rendue après cette première expérience. Il faisait la manche. A l'époque, en 2003, on trouvait déjà dans la presse des articles sur les « commanditaires » qui mutilaient les gens et les obligeaient à mendier. Sur les caïds tsiganes qui ramassent leurs mendiants avec leur Mercedes et se font construire des villas en Bulgarie et en Roumanie. J'étais très inquiète quand j'ai poussé Kirtsho dans son fauteuil roulant jusqu'au café le plus proche, je pensais que les « commanditaires » allaient nous suivre. J'étais sûre qu'il avait besoin de mon aide et que c'est pour cela qu'il voulait me parler. Mais personne ne nous a suivis. Kirtsho était content de boire un café, fumait et faisait l'éloge de la beauté de Vienne. Ils étaient trois, m'a-t-il assuré. Ils partageaient uniquement le logement et étaient arrivés ensemble par le car de

¹ Nom modifié par la rédaction

ligne. Un homme leur avait trouvé l'appartement et leur réclamait un loyer. Et il était handicapé parce qu'il avait eu la polio étant enfant. Kirtsho n'a eu besoin de mon aide que plus tard. Stefan, son collègue, m'a appelée pour me dire que Kirtsho avait disparu. Après des heures passées au téléphone, on a appris qu'il était détenu dans le centre de rétention du Hernalser Gürtel. Quand je lui ai rendu visite, il était dans un état pitoyable. Il tremblait et il pleurait. Il a été expulsé dix jours plus tard et il est rentré en Bulgarie avec une pneumonie dont il a mis longtemps à se remettre.

Des mafieux qui font la manche ?

Émue par ma rencontre avec Kirtsho et curieuse de savoir ce qu'il en était de la mafia des mendiants, j'ai réussi à trouver de l'argent pour un projet de film sur la mendicité. J'ai finalement commencé à effectuer mes interviews avec des traducteurs et traductrices. On nous racontait toujours le même genre d'histoires : perte d'emploi, (risque de) sans-abrisme, expulsion, aide sociale qui ne suffit pas pour survivre, pas d'argent pour les soins médicaux, etc. etc. Je n'ai pas trouvé la mafia des mendiants. Malgré les fréquentes questions que j'ai posées et l'espionnage auquel je me suis livrée. Les Bulgares disaient qu'elle existait chez les Roumains, les Roumains disaient qu'elle existait chez les Hongrois, qui disaient à leur tour que les Bulgares étaient organisés en mafia. Nous avons rencontré des familles de Roumanie qui avaient quitté leur pays parce qu'elles craignaient de mourir de faim et qui avaient fini par mendier à Vienne. Nous avons fait la connaissance d'un groupe de mendiant-e-s de Slovaquie qui venaient tous du même village. Tous les mois, ils consacraient l'argent de l'aide sociale à l'achat d'un billet de train pour Vienne et au bout de deux semaines, ils rentraient au pays avec 100 ou tout au plus 200 euros. « Une mafia des mendiants, ça n'a pas de sens », m'ont-ils dit, « car en mendiant, tu ne gagnes pas beaucoup, cinq ou dix euros par jour, peut-être vingt si tu as de la chance. Si la police ne te pique pas ton argent. »



« *La mafia se consacre à la prostitution, aux armes, à la drogue, c'est plus lucratif que la mendicité.* » Andrej Olah² avec femme et enfant dans sa petite maison en Slovaquie du Sud.

Fouille corporelle humiliante

Andrej Olah vient lui aussi du village slovaque. J'ai passé toute une semaine dans la rue avec lui et son fils de 18 ans. La plupart du temps, ils faisaient la manche dans le quartier de Meidling, mais parfois aussi dans la Kärntnerstraße dans le premier arrondissement, où l'un d'entre eux faisait le guet. Car si on se fait attraper en train de mendier dans le 1^{er} arrondissement, cela implique non seulement des contrôles policiers humiliants, y compris une fouille corporelle, mais aussi la perte de l'argent mendié. Car l'argent qu'un ou une mendiant-e a sur lui peut être saisi par la police, être déclaré « caduc » et ne peut être décompté du montant de l'amende pour mendicité non-autorisée, c'est ce que j'ai appris au service de presse de la direction de la police fédérale. Avant, l'amende s'élevait à 70 euros, maintenant, elle peut parfois atteindre jusqu'à 700 euros.



« *Celui qui mendie à Vienne doit toujours s'attendre à ce que la police saisisse tout son argent, le déclare « caduc » et en plus, à passer plusieurs jours à la prison de Rossauer Lände.* »

Le soir, M. Olah et son fils allaient à l'arrêt de métro Praterstern. Ils y rencontraient des gens de leur village, se racontaient les événements du jour, allaient chercher une soupe au bus du secours catholique *Caritas* et se rendaient tous ensemble dans une maison en attente de

² Nom modifié par la rédaction

démolition pour y dormir. J'y ai compris ce que cela signifie que de quitter sa famille afin de passer des journées humiliantes dans les rues de Vienne pour quelques euros et dormir ensuite sur des cartons dans le froid humide d'une maison viennoise en attente de démolition. En courant sans cesse le risque d'être emmené par la police, de perdre tout son argent, voire de passer plusieurs jours à la prison de Rossauer Lände. A l'époque, en 2006, je connaissais presque toutes et tous les mendiant-e-s de Vienne. Je savais qui était où, qui venait d'où et dans quelles conditions il ou elle vivait à Vienne. Les gens ne refusaient jamais de me parler. Au contraire, j'avais l'impression que les mendiant-e-s étaient content-e-s que quelqu'un les écoute.



Natasha Kirilova a fait la manche pendant des années à Graz. Avec l'argent mendié, elle a pu payer les traites de sa petite maison en Bulgarie et préserver ainsi ses parents, ses frères et sœurs et ses enfants du sans-abrisme. Photo de plateau du film « Natasha ».

Contraints à la mendicité

Lorsque mon film a été terminé – j'avais fini par accompagner et filmer une jeune femme bulgare qui mendie à Graz – j'ai fait la connaissance des membres du *BettelLobbyWien*. Ils avaient fait les mêmes expériences que moi. Pour son mémoire de fin d'études, Ferdinand Koller avait même appelé tous les services de presse de la police autrichienne et demandé s'il existait des preuves d'une « mafia des mendiants ». La réponse avait été négative. Quelles sont donc les causes de ces rumeurs ? Est-ce la recherche du sensationnel lié à ce thème qui amène de nombreux médias à criminaliser sans arrêt les mendiant-e-s d'Europe de l'Est en les

présentant comme une « mafia »? A Graz, une jeune mendiante raconta un jour à une rédactrice du journal viennois *Falter* qui enquêtait qu'elle ne mendiait pas de son plein gré et elle se retrouva à la une, qualifiée d'« esclave mendiante ». Les autorités de Graz étaient informées, mais la Roumaine handicapée n'a pas voulu porter plainte. Son « bourreau » était sa propre mère. Et elle n'avait pas d'autre alternative que la mendicité, même si elle détestait ça. Car en Roumanie, il n'existe pour les Roms aucune institution pour handicapés, ni aides financières ou soins médicaux adéquats. Ce n'est donc pas la pratique de la « mutilation forcée » de la mafia des mendiants qui amène tant de handicapés à mendier en Europe centrale, comme on se plaît à le dire, mais uniquement la politique sociale défailante, voire raciste de pays membres de l'Union européenne comme la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie.

« Transportés jusqu'ici en bus »

En général, les articles de journaux sur la « mafia » sont plutôt vagues. Une information diffusée en ligne en septembre 2009 par l'antenne régionale de la télévision publique autrichienne *ORF Salzburg* m'a pourtant semblé – malgré le conditionnel – un peu plus concrète. On pouvait lire que des mendiant-e-s étaient « amenés exprès en bus à Salzburg et seraient également souvent contraint-e-s à la mendicité par des commanditaires criminels ». L'article se basait sur une interview du chef de la police municipale M. Lindenthaler, ce qui était également inhabituel, car en général, les fonctionnaires s'expriment de façon anonyme quand il s'agit de la « mafia des mendiants ». J'ai appelé ce monsieur pour en apprendre davantage sur la « mafia des mendiants » salzbourgeoise. Quand je lui ai demandé si ce n'était pas de la traite d'êtres humains et de la contrainte quand on obligeait quelqu'un à mendier, il a nié : « Non, pas du tout. Il [le commanditaire] ne contraint pas la personne à mendier, il lui prend juste son argent provisoirement. Si celui-ci est ensuite rendu ou réparti, nous l'ignorons. » Personne ne serait donc « contraint à la mendicité par des commanditaires » ! D'où le conditionnel, ce n'est qu'une éventualité ! Un peu plus tard, j'ai compris ce qui avait motivé cette information en ligne : « Nous, à Salzburg, nous ne voulons pas la tolérer [la mendicité], surtout en été pendant le Festival, parce que nous avons beaucoup de visiteurs et que cela ne donne pas une bonne image s'il y a des mendiants dans la Getreidegasse ou ailleurs dans la vieille ville », a déclaré le chef de la police. Les mendiant-e-s sont donc tous et toutes criminalisé-e-s, on leur dénie toute intégrité morale et toute légitimité à leur action. Et une fois que l'image des commanditaires a été fabriquée et véhiculée au sein de la population, celle-ci est prête à approuver des peines et des interdictions plus sévères car c'est précisément ce qu'a réclamé le chef de la police Manfred Lindenthaler : « Parce que des peines plus sévères sont dissuasives... » Il y a eu encore toute une série d'informations qui ont éveillé ma curiosité. Cette fois-ci dans le journal *Krone* en Carinthie : « Les mendiants sont de plus en plus agressifs », « Celui qui ne donne rien se fait frapper », « Des agressions physiques quotidiennes dans le Tyrol oriental », « Des organisations de mendiants ne cessent de s'échanger leurs membres », « Il y a eu aussi des plaintes », ont confirmé des « enquêteurs » à la *Krone*. Quand j'ai appelé la police, elle a été étonnée : « Je n'étais pas au courant », a déclaré Oskar Monitzer, le chef de la police municipale de Lienz. « Je ne sais pas à quels policiers la presse a parlé. » A Lienz en tout cas, il était impossible de prouver l'existence d'organisations mendiante criminelles et personne n'avait porté plainte pour mendicité agressive. Et le chef de la police de Klagenfurt, Eugen Schluga, m'a dit : « A Klagenfurt, nous avons entre 5 et 15 mendiants. Ce sont toujours les mêmes, ils viennent depuis des années. Ils ne sont pas agressifs, sinon, nous interviendrions. » La piste a fini par me conduire à la mairie de Klagenfurt. Quand j'ai appelé et que j'ai évoqué les informations sur les mendiants agressifs, j'ai tout de suite été mise en relation avec le

conseiller municipal Wolfgang Germ. Lui aussi avait été cité plusieurs fois dans les articles. « Je me prononce contre la mendicité organisée, elle doit être interdite », m'a déclaré le conseiller municipal. Et qu'entendez-vous par mendicité « organisée » ? « D'abord la mendicité agressive, et puis, on voit bien que ces gens ne sont pas du tout originaires d'Autriche, ils n'ont pas la nationalité autrichienne, ils baragouinent n'importe comment, ils n'ont pas de papiers, c'est ça pour moi *organisée*. »

« Mutilés exprès »

Il n'y pas qu'en Carinthie et à Salzbourg que les hommes et les femmes politiques utilisent la théorie des commanditaires pour criminaliser les mendiant-e-s quand il s'agit de les chasser de l'espace public. Même la ville de Vienne, pourtant gouvernée à l'époque par les sociaux-démocrates, a instauré en mars 2010 une nouvelle interdiction de mendicité. L'ancien président du groupe parlementaire du SPÖ, Siegi Lindenmayr, a fait la leçon au *BettelLobbyWien* en lui disant que « ce sont les mendiants moldaves transportés jusqu'ici qui se mutilent volontairement et ensuite s'organisent et se laissent prendre l'argent mendié... » et que ce sont eux et leurs commanditaires qui étaient visés par la nouvelle interdiction de mendicité. Dans la proposition de loi sur l'interdiction de la mendicité « commerciale », il n'a plus été question par la suite de mendiant-e-s « exploité-e-s ». La loi est censée viser exclusivement les personnes « qui se rendent à Vienne de façon manifestement organisée et uniquement pour mendier et se procurent de cette manière une source de revenus permanente ». Non seulement cette loi fait la différence entre les Viennois et les non-Viennois, mais de plus, personne ne comprend ce qui doit vraiment être interdit ici, elle viole également toute une série de droits fondamentaux. Dans les procès-verbaux du conseil municipal de Vienne, on trouve aussi des expressions comme « bandes criminelles », « caïds », « commanditaires » et « rois de la mendicité » qui sont utilisées sans discernement par les hommes et femmes politiques chargés de ces dossiers et qui comportent toutes des éléments dus à de vieux préjugés anti-tsiganes. En Styrie, le débat public s'est déroulé quasiment de la même façon. Bien que la communauté *St Vincent* du père Wolfgang Pucher, connu sous le nom de « prêtre mendiant », ainsi qu'un groupe de chercheuses et chercheurs de l'université de Graz, connaissent presque toutes et tous les mendiant-e-s personnellement, les hommes et les femmes politiques, tout comme les médias, ont également recouru à l'argument de la mafia. Lorsque Sabine Jungwirth, membre des Verts, a fait remarquer lors d'un débat au Parlement régional de Styrie que l'interdiction de mendicité styrienne frapperait précisément les membres de la minorité rom qui étaient déjà persécutés depuis des siècles et vis-à-vis desquels les Autrichiens avaient une dette en raison de leur persécution à l'époque nazie, elle a eu droit à des réactions indignées. Walter Kröpfl, du parti socialiste SPÖ, a même demandé un rappel à l'ordre.

D'ailleurs, suite à une interpellation parlementaire des Verts, il a été rendu public cette année qu'on a enquêté depuis 2008 seulement deux fois sur des cas éventuels de traite d'êtres humains et de violence liés à la mendicité. Mais en dépit de cette demande, la Justice n'a pas révélé s'il y avait eu des condamnations ou des acquittements. L'un des deux cas concerne sans doute les « 17 commanditaires et les 80 victimes » dont les médias s'emparent constamment depuis un an. Selon la *Süddeutsche Zeitung*, personne n'a porté plainte, car les « victimes ne se sentaient pas victimes, mais considéraient leur situation de mendiants en Autriche comme plus satisfaisante et plus digne que leur vie en Roumanie ».



*« Qu'est-ce qu'on peut faire, la situation empire de jour en jour. Parmi mes voisins ou les membres de ma famille, personne n'a de travail aujourd'hui. La crise est encore loin d'être finie, au contraire, ça s'aggrave. Ici, il y a beaucoup de familles qui meurent de faim. »
Natasha Kirilova*

Aujourd'hui, il est devenu très difficile de mendier. Beaucoup ne mendient plus en étant assis, debout ou à genoux comme avant, mais uniquement en « volant ». C'est-à-dire en marchant, en changeant toujours de place. Toujours à guetter la police. Nombreux sont les anciens mendiants qui vendent maintenant des journaux ou essayent de se faire passer pour des vendeurs de journaux, ou alors, qui sont partis dans d'autres villes. A Vienne, la police dispose entre-temps d'une grande panoplie d'interdictions pour sanctionner les mendiant-e-s. En Styrie, la mendicité est interdite partout depuis février 2011. Elle est déjà interdite depuis des années à Salzbourg et au Tyrol. Comme les interdictions de mendicité sont anticonstitutionnelles, de nombreuses procédures de pourvoi constitutionnel ont été entamées. Il reste à espérer que les décisions rendues le seront en faveur des droits humains et non de l'air du temps politique.

Notice biographique

Ulrike Gladik, réalisatrice et membre du BettelLobbyWien, a accompagné et filmé la Bulgare Natasha Kirilova pendant deux ans. Le film « Natasha » a été diffusé dans des festivals et au cinéma, il est désormais disponible en DVD.

www.natasha-der-film.at